

PROJET DE L'USINE IVECO À BOUIRA

Le premier véhicule sortira avant fin 2016

Finale­ment, le projet tant médiatisé et qui concerne l'usine Iveco Algérie a été officiellement présenté ce mardi à Bouira par le P-dg du groupe Ival Algérie, Mohamed Baïri, représentant exclusif de la marque italienne de renommée mondiale Iveco.

Le projet qui a été présenté au niveau de la salle des réunions de la wilaya en présence du wali, Nacer Maskri et plusieurs directeurs d'exécutif, sera implanté dans le site d'extension de la zone industrielle de Sidi Khaled, dans la commune d'Oued El Berdi, à quelque 3 kilomètres de l'autoroute Est-Ouest et 10 kilomètres de Bouira, et s'étalera sur une dizaine d'hectares.

Aussi, ce mardi, le moment était à la présentation du projet par le staff technique d'Ival. On apprendra sur place que le projet en question sera appelé à s'émanciper progressivement avec au début comme première phase un taux d'intégration très faible ne dépassant pas les 7%. L'équipe accompagnatrice qui a expliqué d'abord l'historique du constructeur Iveco, né de la fusion de plusieurs constructeurs internationaux, puis les gammes des véhicules fabriqués réparties selon le tonnage. Il y a le premier produit, le Daily dont le tonnage est compris entre 3,5 et 7 tonnes, des véhicules utilitaires pouvant servir dans la petite distribution, et dont le châssis peut servir pour tractier les bennes, la cabine frigorifique, une ambulance, etc. Il y a le deuxième produit, l'Euro cargo avec un tonnage compris entre 10 et 18 tonnes et spécialisé dans la grande distribution et enfin, le troi-



Ce mardi, lors de la présentation du projet Ival à Bouira.

sième produit ; le Trakker avec un tonnage pouvant aller jusqu'à quatre essieux avec une capacité de 150 voire 200 tonnes.

Pour le cas de l'usine qui devra voir le jour à Bouira en Algérie avant la fin de l'année prochaine ; celle-ci et selon le P-dg d'Ival, Mohamed Baïri, produira durant la première année le Daily, un produit qui a vu le jour en 1985 et qui reste toujours parmi les produits les plus demandés tant il est malléable à volonté et peut servir à une gamme très diversifiée comme nous l'avons vu plus haut. Durant la deuxième année, l'autre produit à savoir l'Euro cargo sera également lancé, et enfin, durant la troisième année, ce sera au

tour du troisième et dernier produit à savoir le Trakker qui sera lancé ; avec une production totale pouvant aller jusqu'à 5 000 véhicules / an, soit quelque 1 500 véhicules /an pour chaque produit.

Cela étant et puisque l'enjeu de l'heure est comment arriver à avoir un projet intégré et créateur d'emplois, Mohamed Baïri en homme d'expérience qu'il est, expliquera que l'intégration se fera par phases avec dans un premier temps, une prise en charge totale du projet pendant deux ans par le constructeur. Cependant et malgré cet engagement qui est très bénéfique pour le partenaire algérien, le P-dg d'Ival qui dit être en contact avec les

sous-traitants pour la fabrication des pneumatiques et les batteries, annonce avoir arraché, d'ores et déjà, un contrat très intéressant pour la fabrication de la boîte de vitesses en Algérie dans un cadre de partenariat entre le célèbre équipementier automobile allemand ZF et la SNVI ; ce qui a boosté le taux d'intégration qui a atteint dès le départ un taux de 30%.

Cela en attendant de voir les équipementiers et autres carrossiers privés algériens lancés dans d'autres domaines de sous-traitance concernant les sièges, les vitres, et tant d'autres pièces de rechange entrant dans la fabrication, des domaines pour lesquels le constructeur italien Iveco s'est engagé à accompagner pour des certifications Iso. «Des certifications Iso qui vont aider rapidement ces sous-traitants à mettre leurs produits sur le marché international», dira Mohamed Baïri qui rappellera à l'occasion un autre point positif dans ce partenariat gagnant-gagnant avec le constructeur italien ; à savoir l'exportation dès le départ de 15% de la production.

Cela étant, au sujet des différentes phases que le projet automobile Iveco devra traverser pour aller dans le sens d'une intégration réelle, il est utile de rappeler que le P-dg d'Ival a déjà pensé au volet formation tant au niveau des centres de formation professionnelle qu'à l'université. D'ailleurs dans ce cadre, il parlera même d'une éventuelle coopération de l'université algérienne —le wali insiste pour que ce soit l'université de Bouira — avec la célèbre université polytechnique de Turin pour la formation des ingénieurs et autres techniciens supérieurs spécialisés dans l'industrie automobile.

En somme, un projet ambitieux qui devra générer quelque 400 emplois directs en attendant son extension pour atteindre dans un futur proche près de 4 000 emplois directs et indirects et qui pourra être la locomotive pour faire de la wilaya de Bouira un autre pôle industriel automobile après celui d'Oran.

Y. Y

«Associations et pouvoirs publics, partenaires pour le développement local»

La maison de la culture Ali-Zamoum de Bouira a abrité ce mardi 20 octobre une rencontre qui marque le partenariat entre acteurs du mouvement associatif et pouvoirs publics, unis pour l'essor du développement local.

C'est dans le cadre d'un programme intitulé «Joussour» (les ponts) que des associations de Bouira et de Tizi-Ouzou ont organisé cette rencontre afin de vulgariser leur partenariat avec les autorités auprès de la société civile et d'ouvrir le débat sur les enjeux de ces partenariats sur le développement local.

Ainsi, l'un des principaux organisateurs de la rencontre, l'association «Agir», précurseur de la formation de jeunes à la citoyenneté active, travaillant sur tout le territoire de la wilaya de Bouira et qui s'est démarquée dernièrement avec sa participation à la conférence sur le climat COP21, prévue en novembre prochain à Paris. «Agir», une

association qui s'est développée grâce à son travail de proximité et surtout de formation de ses adhérents ainsi que des membres d'autres associations comme dans son dernier projet intitulé «Eco Djurdjura» et qui a eu pour objectifs de former des jeunes de différentes associations aux principes de l'écologie et de l'environnement et de là, à la création de clubs verts dans chacune des associations participantes. Le but étant la normalisation de la cause écologique et l'éducation de la société à cette cause majeure de la vie sur terre. Deuxième participant de mérite et également organisateur, l'association de protection de l'environnement APE d'Azazga dans la wilaya de

Tizi-Ouzou qui s'est donné comme objectif principal l'éducation des jeunes générations à la cause écologique et cela, à travers la responsabilisation d'adolescents et d'écoliers de différentes wilayas que l'association accueille dans un terrain brut de 25 hectares pour des cours d'initiation à la culture forestière, notamment à travers le projet «Forêt-école» en partenariat avec une association française et qui a permis à pas moins de 15 000 adolescents et enfants venus de Tizi-Ouzou, Boumerdès et Béjaïa de s'habituer à prendre soin de leur environnement, de travailler ensemble et d'échanger avec d'autres groupes en plantant des arbres et en reverdisant la forêt-école avec tous genres d'espèces végétales et d'essences nouvelles et endémiques. Une démarche instructive et participative qui permettra à ces jeunes d'être les vrais

acteurs de leur environnement et de pouvoir y apporter le meilleur qu'il faut. La rencontre a ainsi permis de rassembler différents participants, issus du mouvement associatif, représentant des autorités locales ou simples citoyens autour de la cause de la nature et de sa préservation à travers une meilleure vision de l'avenir et une gestion plus responsable des ressources naturelles.

A noter que le programme «Joussour» est issu d'une coopération entre les Etats français et algérien et qui vise au renforcement des capacités des organisations de la société civile algérienne en leur proposant une formation adéquate, un appui financier et technique efficient ainsi que la mise en relation et en concertation avec les autorités publiques, le tout pour la promotion et le développement de l'écologie en Algérie.

Katya Kaci

GUELMA

Campagne de sensibilisation aux risques du monoxyde de carbone

En recrudescence à l'approche de l'hiver, l'intoxication au monoxyde de carbone survient souvent à cause d'une négligence, voire de la méconnaissance du risque. Ces accidents se déclarent généralement suite au manque d'entretien des appareils domestiques, des chauffages défectueux...

A Guelma, chaque année, le monoxyde de carbone (CO) est responsable d'un grand nombre d'intoxications et de décès dont la

majorité est d'origine domestique. Pour déceler les failles et prévenir ces incidents, la Protection civile, la Direction de la santé et de la population, la Direction de l'éducation et les services de Sonelgaz se mobilisent pour informer le public et lancent une nouvelle campagne d'information et de sensibilisation, en association avec les bénévoles du bureau de wilaya du Croissant-Rouge algérien.

«C'est pour bénéficier d'un impact préventif plus fort auprès du grand public, qu'une campagne de sensibilisation conjointe est lancée à partir du 25 octobre prochain et tou-

chera toutes les daïras», déclarent les organisateurs. Le communiqué de la Protection civile de la wilaya dévoile le dispositif mis en place.

Il s'appuie principalement sur des outils spécifiques qui donnent aux citoyens les conseils de prévention lui permettant de mieux comprendre les mécanismes et les risques des intoxications au monoxyde de carbone «tels que les dépliants et les affichettes qui seront distribués par nos équipes», indique notre source.

Noureddine Guergour

PROJET
130 LOGEMENTS
LSPLes souscripteurs
désarmés

Des dizaines de souscripteurs des 130 logements LSP de Bouira reviennent à la charge en organisant mardi dernier un sit-in devant le siège de la Wilaya dans l'espoir de voir le wali, mais en vain.

D'après un responsable de l'association née pour défendre les droits des souscripteurs, le projet qui date de 2003 et qui est confié à l'AADL est à l'arrêt et ni les responsables de la direction générale de l'AADL ni les responsables à l'échelle de la wilaya n'ont pu désamorcer ce problème qui dure depuis 12 ans.

Aussi, mardi dernier lors de leur sit-in, ils espéraient voir le wali pour lui expliquer leur problème mais ils furent reçus par un responsable du cabinet du wali. Cette manière de les recevoir par quelqu'un qui ne possède aucun pouvoir les a déçus puisqu'ils rappellent qu'ils avaient introduit une demande d'audience depuis fin août mais sans suite.

Hier, après l'entrevue avec ce responsable, les représentants des souscripteurs tout mécontents qu'ils étaient rappellent qu'ils sont devenus de véritables jouets entre les responsables lesquels selon eux, veulent les pousser vers l'irréparable.

Ils rappellent au wali que la majorité des souscripteurs sont des enseignants et qu'ils méritent plus de respect de sa part.

Y. Y